

Quelques années après la mise en place des Hautes Ecoles Pédagogiques (HEP) et des Hautes Ecoles Professionnelles (HES) dans le domaine santé-social, il nous a semblé intéressant de consacrer un numéro de notre revue à la place de l'interculturel dans la formation des enseignants et des personnels de la santé et du social. Nous avons ainsi donné la parole à des formateurs romands et alémaniques ainsi qu'à une scientifique d'origine suisse travaillant dans une Université allemande pour rendre compte de la manière dont cette thématique est entrée dans les offres et les pratiques de formation. Loin de toute prétention à un tour d'horizon représentatif, ce numéro tend à démontrer aussi bien la diversité des approches que la convergence des préoccupations.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que le règlement de reconnaissance des diplômés d'enseignants édicté par la CDIP accorde une place à la pédagogie interculturelle. Les HES santé-social sont, quant à elles, confrontées à la nécessité d'adapter leur offre de formation afin de préparer les futurs professionnels à la diversité culturelle des publics accueillis.

La problématique de l'interculturel est donc appelée à jouer un rôle de plus en plus important. Mais comme le montrent plusieurs articles de ce numéro, la prise en compte de la dimension interculturelle n'est pas sans danger. Le risque existe, en effet, d'enfermer certains publics d'élèves, de patients et d'usagers dans une culture «essentialisée et réifiée», considérée comme une donnée absolue et immuable, au détriment d'une prise en compte de la dynamique des situations éducatives, de soins et d'aide sociale. Plutôt que de représenter un nouveau credo auquel faire adhérer les étudiants, l'interculturel doit être envisagé comme une invitation à questionner les références, les pratiques et les attitudes face à la diversité tout en offrant l'occasion d'analyser les phénomènes de ségrégation et de discrimination pouvant intervenir dans l'accès au savoir, à l'aide sociale et aux soins.

L'ensemble des contributions réunies dans ce numéro mettent clairement en évidence que la dimension interculturelle de la formation ne se limite pas à l'intégration de contenus spécifiques (même si cela est nécessaire) mais doit englober également des occasions pour une prise de distance, et une réflexion critique, par rapport à ses références et sa propre biographie.

Avec la notion d'interculturalisation de la formation développée par Monique Eckmann dans ses deux articles, il s'agit de mettre en œuvre un processus impliquant l'ensemble de l'institution de formation et interrogeant aussi bien les contenus transmis, les conditions d'accueil de certains publics, la diversité sociale et culturelle du corps enseignant ainsi que les procédures mêmes de prise de décision au sein de l'institution.

La dimension interculturelle de la formation doit contribuer à la mise en place chez les futurs professionnels de la santé, du social et de l'éducation d'une compétence interculturelle (ou transculturelle, selon les auteurs), soit d'une capacité à analyser les situations, et à agir, en tenant compte de la diversité des publics, des conceptions et des attentes en présence. Cristina Allemann-Ghionda propose dans sa contribution une définition du contenu de cette compétence au regard de cinq standards.

Pour conclure, relevons que le principal intérêt de ce numéro est de montrer que la réflexion et la pratique dans le domaine de l'interculturel se trouvent actuellement confrontées à la nécessité de dépasser les seules déclarations d'intention pour poser concrètement la question des objectifs visés aussi bien en termes de compétences individuelles que de politiques de formation des HEP et des HES santé-social.



MICHEL NICOLET